

22 décembre 2008

Écrit pour le journal « Unité ouvrière » de décembre 2008

Le Manifeste du parti communiste, 160 ans plus tard La crise de 1848 laissait déjà voir celle d'aujourd'hui

À peine installé à la direction du monde, malgré ses oripeaux féodaux qui lui collaient à la peau et malgré la mainmise sur le vaste monde oriental qui lui échappait encore, le jeune capitalisme libéral recelait déjà son pourrissement néolibéral. Il faudra la perspicacité des jeunes Marx et Engels (ME) pour le déceler au nom du premier et éphémère parti communiste à voir le jour. On croirait déjà lire la description de l'actuelle profonde crise du capitalisme néolibéral :

« Il suffit de mentionner les crises commerciales qui, par leur retour périodique, menacent de plus en plus l'existence de la société bourgeoise. Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société, - l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Et pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. »

Certes, on ne trouve pas la distinction entre le court « business cycle » et l'« onde longue » cinquantenaire. Le cycle des premiers n'ayant commencé que vers 1825, les secondes n'étaient pas encore apparentes. Cependant, ME soulignent que les crises capitalistes en sont de *surproduction*, une *absurdité de trop de civilisation*... déjà le paradoxe de la civilisation *barbare* que l'impérialisme a poussé plus tard aux confins du globe :

« Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, en détruisant par la violence une masse de forces productives; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond les anciens. »

L'anticipation de l'impérialisme y est précise : il ne s'agit pas simplement d'extension géographique mais d'exploitation plus à fond comme, par exemple, aujourd'hui l'exportation vers les pays dépendants de la production la plus polluante et à forte intensité de main d'œuvre tout comme des dévastatrices grandes exploitations minières, une spécialité de l'impérialisme canado-qubécois, et de la monoculture d'exportation qui affame les peuples et ruine les sols.

On constate cependant leur silence à propos du capital bancaire/financier qui pourtant déjà joue un rôle important dans la circulation du capital et dans les crises. L'année du manifeste, 1848, marque à la fois le creux, en Grande-Bretagne, d'un *business cycle* et d'une onde longue.

« La spéculation se déchaîne sur les actions de chemins de fer et c'est en octobre 1845 que la première crise éclate en Grande-Bretagne à la suite de tensions sur le marché

monétaire et de mesures restrictives de la Banque d'Angleterre. » (Maurice Niveau, Histoire des faits économiques contemporains, Presses universitaires de France, 1970, page 170) à tel point que « *cette crise fut le signal de mouvements populaires un peu dans tous les pays : en Angleterre c'est la renaissance du chartisme ; en France, c'est la révolution, à caractère nettement ouvrier et socialiste, de 1848.* » (Jean Lescure, Des crises générales et périodiques de surproduction, 5^{ie} éd., 1938, cité par Niveau, p. 171)

Mais encore là, même si ME n'abordent pas l'aspect financier des crises — la question de la finance capitaliste sera analysée sous toutes ces coutures dans le Livre trois du Capital — dans le Manifeste ils n'en réclament pas moins la « *[c]entralisation du crédit entre les mains de l'État, au moyen d'une banque nationale, dont le capital appartiendra à l'État et qui jouira d'un monopole exclusif.* »

Écologie : un angle obscur

ME ont-ils perçu tout aussi bien la crise écologique que le capitalisme allait déployer ? Dans le Manifeste, ils voient dans la jeunesse du capitalisme sa formidable capacité de « *domestication des forces de la nature* » et non pas sa spoliation par la pollution et l'épuisement de ressources finies. Il faut attendre leur maturité (*Le Capital, Dialectique de la nature*) pour une attitude davantage critique vis-à-vis la contradiction entre capital et nature, sans toutefois qu'ils ne la théorisent jamais. ME ne prendront pas au sérieux le déjà perceptible désastreux bilan énergétique du capitalisme dû au recours massif aux énergies fossiles, bilan porté à leur connaissance au tout début des années 1880 par le socialiste ukrainien Podolinsky.

Pourtant, dès 1845, dans *l'Idéologie allemande*, ME affirment que « *[c]es forces productives connaissent dans la propriété privée un développement qui n'est qu'unilatéral, elles deviennent pour la plupart des forces destructives...* » Tout de même, ME, tout en constatant dans le Manifeste que le capitalisme « *a arraché une grande partie de la population à l'abrutissement de la vie des champs [en soumettant] la campagne à la ville* », ils n'en préconisent pas moins la « *[c]ombinaison du travail agricole et du travail industriel; mesures tendant à faire graduellement disparaître la distinction entre la ville et la campagne* » sans toutefois s'en expliquer.

Cet angle obscur peut être attribuée au faible développement de ces contradictions au milieu du XIX^{ie} siècle. Bilan énergétique et pleine conscience de l'épuisement des sols n'allaient être sujets de débats que dans la seconde moitié du XIX^{ie} siècle. Reste que la dégradation écologique des villes industrielles anglaises était nettement visible : dans son œuvre de 1845, « *La condition de la classe laborieuse en Angleterre* », Engels fait clairement état de la pollution de l'eau et de l'air. Côté agriculture, Engels y constate que « *[l]es grands fermiers employèrent leur capital à l'amélioration du sol, [en appliquant] avec succès la chimie à l'agriculture...* », ce qui, en creux, laisse voir que laisser à eux-mêmes, les sols agricoles perdent leur productivité.

On peut faire l'hypothèse que la pression de l'idéologie du progrès, même si elle a été philosophiquement critiqué dès 1844 dans *La sainte famille* (« *Malgré les prétentions "du progrès", il se produit continuellement des régressions...* »), très marquée dans le

cadre du jeune capitalisme, combinée à l'optimisme révolutionnaire des jeunes ME à la veille des révolutions de 1848, les ont portés à escamoter tout ce qui ne leur apparaissait pas essentiel, c'est-à-dire tout ce qui ne relevait pas directement de la contradiction entre la bourgeoisie et le prolétariat et des tâches immédiates des *communistes*. (À cet époque, même la conscience écologique embryonnaire de ME se fait essentiellement par le seul biais de la condition ouvrière.) Les titres des deux premiers chapitres au cœur du Manifeste ne sont-ils pas « *Bourgeois et prolétaires* » et « *Prolétaires et communistes* » ?

Le prolétariat : de minoritaire homogène à majoritaire éclaté et divisé

Contrairement aux classes anciennes, de dire ME,

« ...le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société se divise de plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes diamétralement opposées : la bourgeoisie et le prolétariat. »

C'est ce que voyaient ME dans l'Angleterre qui servait de modèle à ce qui se développait en Europe occidentale, aux ÉU et dans le futur Canada, et à ce qu'ils anticipaient pour le monde. On sait aujourd'hui que leur optimisme révolutionnaire, indispensable à l'audace révolutionnaire même s'il doit être tempéré d'un pessimisme de la pensée, ne pouvait pas leur faire envisager les conséquences non seulement des défaites des révolutions de 1848 puis de la Commune, et encore moins de la grande défaite stratégique de la révolution d'Octobre 17. Celle-ci devint visible dès l'ascendance de la bureaucratie stalinienne, se confirma par l'alliance stratégique de type « Front populaire » avec la bourgeoisie/petite-bourgeoise dite « progressiste », au détriment de la tactique du front unique (« Marcher séparément et frapper ensemble »), et se consuma définitivement par le démantèlement de l'URSS en 1989-90.

Jusqu'en 1848, la bourgeoisie dirigeait des révolutions anti-féodales en s'appuyant sur l'énergie prolétarienne qu'elle réprimait une fois le but atteint. (C'est le sens des contre-révolutions dites thermidorienues qui ne sont pas un retour à l'ancien ordre des choses.) Après que le prolétariat eut momentanément pris la direction de la révolution de 1848, particulièrement en France, avant d'être écrasé, la bourgeoisie cessa d'être révolutionnaire et s'allia aux anciennes classes réactionnaires tout en les intégrant, eux et leur idéologie. Si la bourgeoisie ne put éviter de produire « *ses propres fossoyeurs* », puisqu'ils étaient la source de la plus-value, au point que le prolétariat est aujourd'hui mondialement majoritaire, elle apprit à les diviser et à les imprégner d'idées réactionnaires. Récupération par les profits de la hausse continue de la productivité du travail et de l'échange inégal impérialiste finance la gaspilleuse et aliénante *consommation de masse*, dont l'industrie du divertissement, de même que les régimes de pensions capitalisés qui intègrent les prolétaires à l'accumulation du capital. La puissance de l'appareil d'État, notamment de l'école, et celle des monopoles médiatiques, façonnent l'idéologie prolétarienne à l'image de l'idéologie bourgeoise .

On en est là malgré l'intensité des crises économique et écologique, sans compter celle de la démocratie bourgeoise. On en déduit que, plus que jamais, l'appel final du

Manifeste, « *PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !* » s'impose. Sans doute, les prolétaires n'ont-ils « *rien à perdre que leurs chaînes* » mais ces chaînes se sont à la fois appesanties pour la majorité et enjolivées pour la minorité, celle toutefois la mieux organisée. Le corporatisme syndical est devenu un obstacle structurel tant à l'unité combative du prolétariat — les directions syndicales françaises refusent la mobilisation soutenue anti-Sarkozy *tous et toutes ensemble* — qu'à même sa mobilisation gréviste élémentaire — les directions des centrales syndicales du Québec ont empêché en 2003-05 la grève générale du secteur public pour laquelle la base était prête — sans compter le blocage contre-révolutionnaire — les centrales argentines ne sont pas passées à la grève générale lors de la situation pré-révolutionnaire de 2000-01 sans compter le sabotage de la grève du pétrole patronale-syndicale anti-Chavez de 2002.

L'oppression des femmes : test de la révolution

Même si ME ne pouvaient appréhender ce long détour historique, à moins que ne s'impose finalement la barbarie — de la Bombe, de l'Holocauste, des génocides, de la contradiction obèses/affamés, des bouleversements climatiques — au lieu du socialisme, ont-ils posé au prolétariat le défi de l'égalité femme-homme car « *[!]es distinctions d'âge et de sexe n'ont plus d'importance sociale pour la classe ouvrière.* » Pour aboutir à la révolution, ils établissent clairement qu'il faut en finir avec non seulement l'exploitation spécifique de la femme au travail mais aussi avec la prostitution, ce qui implique la remise en question de l'institution du mariage :

« Pour le bourgeois, sa femme n'est autre chose qu'un instrument de production. [...] Nos bourgeois, non contents d'avoir à leur disposition les femmes et les filles des prolétaires, sans parler de la prostitution officielle, trouvent un plaisir singulier à se cocufier mutuellement. Le mariage bourgeois est, en réalité, la communauté des femmes mariées. [...] Il est évident, du reste, qu'avec l'abolition du régime de production actuel, disparaîtra la communauté des femmes qui en découle, c'est-à-dire la prostitution officielle et non officielle. »

Le travail en usine tant des femmes mariées que des jeunes enfants et les affreuses conditions de logement et d'hygiène ont attiré leur attention sur leur travail plus mal payé et plus précaire que pour celui des hommes et non sur l'esclavage domestique qui n'était pas encore un enjeu. Tout en exigeant l'« *[a]bolition du travail des enfants dans les fabriques* » (et l'« *[é]ducation publique et gratuite de tous les enfants* »), ME ne tombent pas dans le piège de demander la même chose pour les femmes, comme l'a fait une grande partie du mouvement syndical d'alors. Ainsi était fermée la porte à la revendication du salaire familial donné à l'homme seul pour que « sa » femme puisse rester à la maison afin de travailler gratuitement à son entretien, et était ouverte la revendication de la socialisation des tâches ménagères.

Le test de la libération des femmes est le test ultime de l'unité prolétarienne. Les très jeunes ME ont été clairs sur le sujet dès 1844 (*La sainte famille*) en y citant et approuvant le socialiste utopiste Fourier :

« Le changement d'une époque historique se laisse toujours déterminer en fonction du progrès des femmes vers la liberté parce que c'est ici, dans le rapport de la femme avec l'homme, du faible avec le fort qu'apparaît de la façon la plus évidente la victoire de la nature humaine sur la brutalité. Le degré de l'émancipation féminine est la mesure naturelle du degré de l'émancipation générale. »

Et l'émancipation générale est le but de la lutte de classe bourgeoisie-prolétariat :

« ...cette lutte a actuellement atteint une étape où la classe exploitée et opprimée (le prolétariat) ne peut plus se libérer de la classe qui l'exploite et l'opprime (la bourgeoisie), sans libérer en même temps et à tout jamais la société entière de l'exploitation, de l'oppression et des luttes de classes; cette idée maîtresse appartient uniquement et exclusivement à Marx. » (préface de 1883 d'Engels)

La révolution passe par l'indépendance nationale

Si la question des femmes est le test de la victoire du prolétariat, la maîtrise de la question nationale en est la stratégie. Si dans le Manifeste, les trop enthousiastes et trop optimistes ME cèdent parfois au déterminisme de l'idéologie du progrès en proclamant que *« [l]a chute [de la bourgeoisie] et la victoire du prolétariat sont également inévitables. »*, ils ont par contre une compréhension plus dialectique de la question nationale qu'Engels a précisé dans ses préfaces de 1892 et 1893.

D'abord la bourgeoisie nie la nation en construisant le marché mondial :

« [La bourgeoisie] a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont supplantées par de nouvelles industries, dont l'adoption devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, industries qui n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus lointaines, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du globe. A la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. »

Cependant, s'il en est ainsi sur le terrain économique, le contraire est vrai, politiquement parlant :

« La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, en revêt cependant tout d'abord la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie. »

Pour mettre les points sur les 'i', tirant les leçons des luttes victorieuses pour les indépendances nationales en Europe dans la seconde moitié du XIX^{ie} siècle, Engels précise :

« Sans le rétablissement de l'indépendance et de l'unité de chaque nation prise à part, il est impossible de réaliser, sur le plan international, ni l'union du prolétariat ni la coopération pacifique et consciente de ces nations en vue d'atteindre les buts communs. Essayez de vous représenter une action commune internationale des ouvriers italiens, hongrois, allemands, polonais et russes dans le cadre des conditions d'avant 1848 ! »

En découle une tension inévitable en ce qui concerne les tâches des *communistes* — on dirait aujourd'hui « marxistes révolutionnaires » pour bien se démarquer de la récupération stalinienne du vocable communiste. D'une part « *[I]es ouvriers n'ont pas de patrie.* » En découle que :

« *[d]ans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat.* » Cependant, « *le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation.* [Je souligne, NDLR]» Cela accompli, « *[d]u jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles.* »

On reconnaît le principe dialectique de la double négation : la bourgeoisie nie (économiquement) la nation, le prolétariat nie (politiquement) la bourgeoisie. En résulte la perspective communiste de la disparition des classes et avec elles des nations au sens bourgeois du terme, tout comme d'ailleurs de celle de l'État, seule correction substantielle de ME, dans leur préface de 1872, à l'original : « *La Commune, notamment, a démontré que "la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de la faire fonctionner pour son propre compte"* ». Toutefois, le second terme de la double négation n'a pas encore franchi l'obstacle du chauvinisme national que le XX^{ie} siècle a dressé sous la forme soit de l'égoïste État providence social-démocrate soit du *socialisme dans un seul pays* stalinien.

Au Québec, franchir cet obstacle signifie lutter pour une indépendance internationaliste dont le test est la reconnaissance du droit des nations autochtones à se séparer de la province fédérale du Québec à laquelle ces nations nordiques ont été intégrées contre leur gré par les annexions de 1898 et de 1912. Au Canada anglais, il s'agit de lutter à visage découvert non pas pour le seul droit démocratique à l'autodétermination du Québec mais carrément pour son indépendance parce que c'est là le maillon faible à briser de la domination de la bourgeoisie canadienne afin de créer une ouverture révolutionnaire.

À la recherche du parti prolétarien

On ne fait pas de révolutions sans regrouper les révolutionnaires dans une organisation politique à moins de s'en remettre au spontanéisme des *multitudes* ou encore de vouloir *changer le monde sans prendre le pouvoir*... c'est-à-dire en se contentant de faire pression sur l'État capitaliste. Les prescriptions de ME à propos du parti demeurent très actuelles et sont un clair rejet des partis uniques de type *centralisme bureaucratique* et guide éclairé des masses, tout comme des groupuscules sectaires :

« *Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier. [...]* Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien. »

Donc pluralisme des partis prolétariens ; pas de programme ni d'organisations de masse à part ; front unique avec les autres partis et même possibilité de courant dans ces partis à condition de pouvoir y déployer son drapeau en toute liberté.

Il y a cependant un hic et il est de taille :

« Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat. »

Les Socialistes (sic) français, et ses alliés Communistes (re-sic) et Verts, les partis dit de Gauche, allemand et français, le PT brésilien, la direction de Québec solidaire veulent-ils *renverser la domination bourgeoise* ? Poser la question, c'est y répondre. La division et la corruption idéologique (et souvent matérielle) du prolétariat organisé sont passés par là. La réponse organisationnelle des révolutionnaires, pour garder le contact avec le prolétariat politisé surtout s'il fait confiance aux directions de ces partis dont le but est la réforme du capitalisme, ne peut qu'être complexe, évolutive, controversée et semée d'embûches et d'échecs. La tentative du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) français, fruit de l'orientation politique et de l'enracinement de la LCR, section de la Quatrième Internationale, est fascinante et pleine d'espoir mais à hauts risques.

En ces temps de grand écart entre objective nécessité révolutionnaire et subjective conscience prolétarienne assoupie, il est bon que les marxistes révolutionnaires, comme le disaient les militants afro-étasuniens de l'époque de lutte pour les droits civils gardent leurs yeux sur le prix (*keep your eyes on the prize*). Et ce prix, c'est l'« *abolition de la propriété privée* », plus précisément « *l'abolition de la propriété bourgeoise.* » Quant à la « *propriété personnelle* » ou « *la propriété du petit bourgeois [...]* Nous n'avons que faire de l'abolir, le progrès de l'industrie l'a abolie et continue à l'abolir chaque jour. », particulièrement en temps de crise, comme le savent les Afro-étasuniens, Hispaniques et pauvres Blancs qui perdent leur maison tout comme les PME qui font banqueroute pendant que les impôts payés par les prolétaires sauvent les banques et les monopoles de l'automobile soi-disant trop grosses pour faire faillite (*too big to failed*).

Marc Bonhomme, 17 novembre 2008

Annexe

Réflexions sur le Front populaire

Le trait essentiel du Front populaire est l'unité avec la bourgeoisie dite progressiste de sorte à faire l'unité du camp dit progressiste. Pour y arriver, la gauche doit renoncer à son programme anticapitaliste et même démocratiques radicales capables d'engendrer une dynamique débordant vers le socialisme. L'attrait du Front populaire est l'apparent bon sens de sa stratégie d'unir le plus grand front possible autour d'un commun dénominateur qui est, d'un point de vue de gauche, le plus petit possible puisqu'on veut y inclure la bourgeoisie dite progressiste. L'attrait de cette stratégie découle aussi du fait qu'elle paraît être la suite logique de la tactique du front unique élaborée au premier

temps de l'International suite à l'échec de la montée révolutionnaire particulièrement en Allemagne à cause du manque de liens du jeune PC allemand avec le prolétariat et des erreurs gauchistes qui en furent la conséquence.

Il y a pourtant trois différences essentielles : de un, le Front populaire est stratégique alors que le front unique est tactique, de deux, le Front populaire est une alliance avec la bourgeoisie alors que le front unique vise l'unité du prolétariat, de trois, le Front populaire se construit du haut vers le bas alors que le front unique se construit par une dialectique bas-haut/haut-bas. Le front unique est une tactique pour construire l'unité stratégique du prolétariat en vue de la révolution en l'amenant à rejeter la direction hégémonique de ses directions réformistes tandis que le Front populaire est une stratégie pour soumettre le prolétariat à la direction de la bourgeoisie par le moyen terme de ses directions réformistes en alliance avec la fraction dite progressiste de la bourgeoisie.

Le Front populaire est électoraliste au point de départ en ce sens qu'il pose la question de la conquête de la majorité parlementaire et/ou de la présidence — à bien distinguer de la conquête du pouvoir qui suppose minimalement le démantèlement des forces répressives bourgeoises par une force armée prolétarienne — uniquement par le moyen des élections tandis que le front unique pose la question de la conquête du pouvoir sur la base de l'unité prolétarienne et populaire dans la rue sur des objectifs limités qui ont cependant le potentiel de s'élargir jusqu'à et y compris un gouvernement populaire — on disait alors un gouvernement ouvrier/paysan — étape vers le gouvernement socialiste.

Ce gouvernement populaire n'est cependant pas un gouvernement de Front populaire, y compris un gouvernement social-démocrate qui soit contient en son sein la fraction dite progressiste de la bourgeoisie telle la social-démocratie depuis la Guerre froide ou soit fait sienne le sauvetage de la bourgeoisie en temps de crise révolutionnaire tel la social-démocratie russe en 1917 ou allemande en 1918-23. Au Québec, sans parti social-démocrate de masse à moins que Québec solidaire ne le devienne, la forme de l'alliance stratégique Front populaire a été et reste depuis une génération la coalition des centrales syndicales avec le PQ et le Bloc québécois. Un gouvernement populaire issu de la tactique de front unique peut avoir la forme d'un gouvernement Front populaire mais non le but en ce sens qu'un gouvernement de Front populaire se conçoit comme son propre terme car son but est de mettre fin à la dynamique révolutionnaire.

Les accords de Grenelle en France (1936), la répression des occupations d'usines et des grandes propriétés foncières en Espagne (1937), celle des cordons industrielles au Chili (1971-73), faites par les gouvernements de Front populaire ont arrêté la montée révolutionnaire. Ce faisant, ils ont sapé la raison d'être même du Front populaire soit la victoire contre le fascisme, le militarisme et l'impérialisme respectivement. En France, les ligues fascistes se sont reconstituées sous un autre nom sans compter que le gouvernement républicain espagnol n'a pas été aidé et que le peuple français n'a pas été organisé et armé contre l'envahisseur d'où à terme l'effondrement militaire d'où est sorti le gouvernement d'extrême-droite pro-nazi Pétain-Laval. Pour une bonne partie de la bourgeoisie dont la direction militaire pourtant réarmée par le gouvernement du Front

populaire, « *il valait mieux Hitler que Blum* ». Inutile d'ajouter qu'en Espagne et au Chili le militarisme et l'impérialisme s'en sont sortis raffermiss.

L'échec de la stratégie du Front populaire s'explique par l'abandon des revendications populaires reportées à une étape ultérieure (l'étapisme) et même par le découragement et la répression de l'action directe allant dans ce sens. Ainsi ont été démobilisées les bases même du Front populaire en faveur d'un appui hésitant de la bourgeoisie progressiste qui lâchera le Front populaire dès que le danger révolutionnaire sera passé.

Certes, des actions et des mots d'ordre prématurés peuvent compromettre le but stratégique tel que démontré par l'exemple classique de l'action de juillet 1917 en Russie et surtout par le mot d'ordre prématuré de grève générale immédiate pour la prise du pouvoir donné par Karl Liebknecht au début janvier 1919 à Berlin, erreur qui a contribué à son propre assassinat et à celui de Rosa Luxembourg. Mais il s'agit là d'actions et de mots d'ordre prématurés par rapport à la conjoncture immédiate de la part de l'avant-garde révolutionnaire qui avait oublié de regarder derrière soi alors qu'il aurait fallu d'autres mots d'ordre d'action immédiate pour unir la masse prolétarienne à son avant-garde. Il ne s'agissait pas de prôner l'absence de mobilisation ou au mieux une mobilisation ponctuelle sans suite au bénéfice d'une stratégie électoraliste dont le but est de sauver l'État bourgeois d'une dynamique potentiellement révolutionnaire.

Marc Bonhomme, 31 août 2006, complété le 18 novembre 2008